

Rapport : AG des retraités du 21 septembre 2009

La période des congés prend fin.

L'été n'a pas été sans sa liste de mauvais coups :

- Augmentations des tarifs EDF
- Annonce de la libéralisation des tarifs des maisons de retraite publiques
- Projet Taxe Carbone qui va amputer notre pouvoir d'achat et qui se présente comme une sorte de TVA sociale qui compensera la suppression de la taxe professionnelle pour les entreprises ; cela est inacceptable parce qu'injuste et inefficace. La remise en cause des soi-disant avantages des mères pour leur retraite. Sous l'argument de l'égalité entre hommes – femmes, (pour les mères de familles cela représente **en moyenne 20 % du montant des pensions des femmes**). Dernière nouvelle 1 an au titre de la maternité et 1 an au choix.

L'annonce des mesures visant à combler le déficit de la Sécu :

- Augmentation du forfait hospitalier de 16 à 20 €
- Sur la grippe A le vaccin va arriver , on ne sait pas si elle est grave une chose est certaine: c'est que les laboratoires pharmaceutique et les fabricants de matériel médical s'en mettent plein les poches et Les patrons et le gouvernement profitent de l'occasion pour mettre en place de nouvelles façons de travailler, et surtout pendant que l'on parle de ça on ne parle pas du reste, **au passage** : un des médicaments qui sert à soigner la grippe A : le paracétamol fait partie de la liste des médicaments qui vont être dé-remboursés !

Il y a un an le système bancaire menaçait de s'effondrer. Les pouvoirs publics ont puisé des centaines de milliards dans les fonds publics pour le renflouer. Ce plan de sauvetage a délibérément laissé de côté les attentes des salariés et des retraités au nom de la priorité à l'investissement sur la consommation.

Et Pour quels résultats ?

Le nombre total de chômeurs s'est accru de 370 000 en 1 an. la cause principale c'est qu'ils ont fait le choix de la rentabilité financière et que se sont les salariés qui en paient le prix. Mais c'est aussi celle du gouvernement qui reste profondément ancré dans une logique de dévalorisation du travail : la loi sur le travail dominical en est le dernier exemple.

Entre nous on pourrait quand même éviter et convaincre notre entourage d'aller se promener dans les centres commerciaux les dimanches.

Les salaires et Les pensions sont en berne.

Augmenter les salaires, les pensions et minima sociaux sont plus que jamais un enjeu majeur pour répondre aux besoins des salariés, retraités et privés d'emploi pour relancer la consommation, pour sortir de la crise.

Rappel de quelques chiffres :

- 8 millions de pauvres en France
- 4,2 millions de retraités à 700 € mensuels alors que le seuil de pauvreté se situe à 880€ par mois.
- 1,7 million de salariés pauvres (7% de la population active)
- dans le Nord pas de calais, 80 % des retraites CRAM (hors complémentaires) ont moins de 1000 € par mois.

- Au plan national selon les chiffres publiés par la caisse nationale assurance vieillesse, pour l'année 2007, 89% des retraites atteignent en moyenne entre 6500 € et 8500 € par an. (550 et 700)

Bref des chiffres qui montrent un appauvrissement généralisé !!

un accroissement sans précédent de la dette publique, que la politique fiscale actuelle ne peut que faire payer aux salariés et retraités, soit sur leurs revenus, soit par la dégradation des services publics. Des cadeaux pour les plus riches et des taxes pour les autres.

une protection sociale constamment menacée d'étranglement financier et pourtant, les groupes multinationaux affichent toujours un niveau élevé de profits et une insolente distribution de dividendes aux actionnaires.

Seules les luttes menées dans les entreprises, les mobilisations nationales d'une rare ampleur et l'unité syndicale exceptionnelle qui a été construite depuis janvier ont permis d'obtenir quelques mesures gouvernementales.

Mais tout cela reste encore bien loin des attentes et des nécessités.

Aucune fatalité ne nous oblige à subir une récession économique. Il est intolérable que le renflouement des banques conduit à ce que la financiarisation de l'économie repart de plus belle.

Notre responsabilité dans cette rentrée : c'est donner confiance dans notre capacité d'intervention, de mobilisation et de syndicalisation. Rien n'est écrit d'avance !.

Nous nous sommes retrouvés nombreux dans les actions du 1er semestre avec nos revendications spécifiques, mais pour l'heure les mobilisations, les revendications restent insuffisamment relayés par les médias, les politiques et restent donc encore trop inaudibles du plus grand nombre.

Il nous faut passer à la vitesse supérieure, d'autant que les retraités restent particulièrement maltraités et floués dans leur vie quotidienne.

De toute évidence, la question de la retraite va revenir en force.

Pour s'en convaincre, il suffit de reprendre l'annonce de Sarko: « *Nous serons au rendez-vous de la réforme des retraites. 2010 sera un rendez-vous capital. Il faudra que tout soit mis sur la table : l'âge de la retraite, la durée de cotisation, la pénibilité. Toutes les options seront examinées. Les partenaires sociaux feront des propositions. Je n'ai pas l'intention de fermer le débat avant qu'il ne soit ouvert. Mais quand viendra le temps de la décision, à la mi 2010, je prendrai mes responsabilités.* »

Outre cette annonce, rappelons qu'un rapport doit être présenté par le COR (Conseil d'orientation des retraites) en février 2010 sur « *les modalités techniques d'un passage éventuel vers un régime par points.* »

Rappelons enfin que l'accord Agirc-Arrco de 2009 (non signé par la CGT) renvoie à un nouveau rendez-vous avant la fin 2010.

Il va de soi que la situation financière des régimes, aggravée par la crise, ne fait que renforcer la nécessité d'agir.

Un constat s'impose, les différentes réformes opérées jusqu'à maintenant, qui pour l'essentiel n'ont concerné que certains paramètres des régimes, n'ont en rien réglé la question de leur financement.

Ces réformes mises en route en 1994 par Balladur, en 2003 par Fillon et en 2007-2008 par Bertrand, s'ils n'ont pas touché à l'âge légal du départ à la retraite, fixé à 60 ans depuis 1982.

Elles ont en revanche allongé la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein, de 37,5 ans avant 1994, à 41 ans en 2012.

Accumuler un nombre plus grand de trimestres devait résoudre les problèmes de financement. **Or, il n'en est rien.**

Et, combinée à la décote que subit un salarié liquidant sa retraite sans avoir toutes ses années, la mesure conduit à une inévitable baisse des pensions. Un sondage montre que les Français sont particulièrement inquiets sur cet aspect, 91 % refusant de « diminuer le niveau des retraites ».

De plus, les réformes n'ont pas arrangé le record peu glorieux détenu par la France en matière de travail des seniors : seul un salarié sur trois est encore en activité au moment de prendre sa retraite.

En privilégiant les solutions qui réduisent les droits des salariés, le gouvernement choisit de « mener une politique d'économie plutôt que de rechercher les financements nécessaires », notamment en discutant du niveau des cotisations et

surtout, de leur assiette,

le gouvernement « essaie par petites touches de faire rentrer dans la tête des salariés qu'il va falloir s'aligner sur certains autres pays et travailler plus longtemps ».

Indépendamment de la crise actuelle, le déficit du régime général ne cesse de se creuser, et ce, pour de multiples raisons : la réduction du « *coût du travail* » à grands renforts d'exonérations de cotisations sociales, mais aussi l'allongement de la durée de vie.

Dans le même temps, la situation des retraités s'est particulièrement dégradée.

Ceci à tel point que les plus jeunes considèrent qu'ils ne pourront pas bénéficier d'une retraite, ce qui entraîne une perte de confiance préoccupante dans le système.

La crise se traduit par une baisse drastique des recettes des différents régimes et ne fait donc qu'accentuer les difficultés : baisse des recettes directement liée à la suppression massive d'emplois qui génère mécaniquement une baisse des cotisations. Cela témoigne du lien très étroit entre financement et politique de l'emploi.

Quant aux régimes complémentaires Agirc et Arrco, leur situation se dégrade pour les mêmes raisons.

Les intentions du gouvernement et du Medef

restent d'exclure durablement le patronat du financement de la protection sociale en général, des retraites en particulier. Laurence Parisot, appelle de ses vœux une réforme systémique qui règle « *définitivement* » et de manière technocratique les questions de financement.

Mais une question demeure : 2010 sera-t-elle l'année d'une réforme de grande envergure ou d'une réforme intermédiaire qui porterait notamment sur l'âge légal de départ en retraite ?

Sur la pénibilité !

le dossier demeure au point mort. Le Medef y est résolument opposé.

Nous avons besoin d'un tout autre rapport de forces pour lui faire entendre raison.

Face aux enjeux : La riposte nécessite d'abord que nous soyons nombreux. Ce qui nous renvoie à la question du renforcement, de la syndicalisation, de la continuité syndicale.

Que va-t-il se passer dans les mois qui viennent ? La seule chose dont nous pouvons être certains, c'est qu'en l'absence d'une bataille revendicative de haut niveau, la facture risque d'être particulièrement salée pour les salariés et retraités.

Notre première tâche doit être de permettre à chaque retraité d'évaluer la situation. Ensuite, nous devons montrer que des solutions existent pour satisfaire les besoins en matière de retraite et revenir dans une logique de progrès social. Donner confiance en faisant mesurer ce que les mobilisations, les actions font bouger, et mettent en difficultés le medef et le gouvernement.

Les organisations de retraités appelle dans un communiqué commun à l'action le 16 octobre, La forme de l'action est laissée à l'appréciation des organisations départementales. Un accord s'est dégagé au niveau national pour des demandes d'audience aux préfets ce jour-là, soit en manifestations, soit en rassemblement.

D'autres Mobilisations sont prévues :

- **7 octobre. Journée de mobilisation pour un travail décent organisée par la Confédération syndicale internationale.**
- **17 octobre.** Manifestation nationale à Paris à l'appel du collectif national pour le droit des femmes.
- **22 octobre.** Manifestation nationale à Paris à l'appel de la CGT pour l'avenir des emplois dans l'industrie. Pour revendiquer une « politique industrielle durable »

Les retraités poursuivent leur mobilisation

Ils appellent les retraités à se mobiliser lors de la journée commune d'action prévue le 16 octobre 2009. Par un rassemblement à 10H30 devant le Conseil Général (APA – Aides à domicile etc...) à LILLE et MANIFESTATION jusque la Préfecture.

Les retraité(e) CGT se sont réunis et ont fait le point sur le contexte général marqué par le développement du chômage et par l'affaiblissement de la protection sociale dont sont bénéficiaires les retraités comme les salariés. Les retraités, comme les salariés, n'ont pas à subir les conséquences d'une crise dont ils ne sont pas responsables. Unaniment elles demandent au gouvernement de répondre aux revendications prioritaires des retraités

le maintien de leur pouvoir d'achat largement affecté par les hausses de prix enregistrées en 2008 et la suppression de la revalorisation des pensions pendant le 1^{er} trimestre 2009 ;

un effort particulier envers les retraités ayant les revenus les plus modestes ;

l'annonce officielle de l'abandon du projet de décret gouvernemental libéralisant et augmentant le coût de l'hébergement dans les maisons de retraite publiques et à but non lucratif et donc du reste à charge, créant des disparités entre personnes hébergées et consolidant les inégalités territoriales ;

la publication rapide de mesures concrètes mettant fin aux dépassements abusifs des honoraires médicaux, à la mise en place effective et généralisée de permanences de soins de qualité ;

une répartition équilibrée des professionnels de santé sur tout le territoire ;

l'amélioration des réponses à la hauteur des besoins des personnes en situation de perte d'autonomie à leur domicile et en établissement sur la base d'une organisation nationale **collective et solidaire.**